

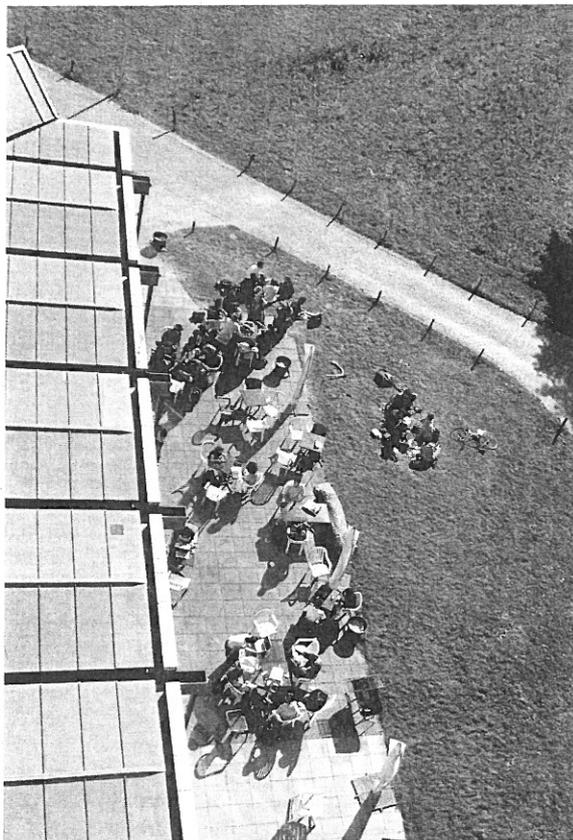
# SI BOLOGNE NOUS ÉTAIT CONTÉ

Racontée par Jean-Philippe Leresche, l'histoire du processus de Bologne prend un air de suspense. Pour les dix ans de l'Observatoire Science, Politique et Société qu'il dirige à la Faculté des SSP, le professeur organise une conférence sur le futur des universités.

Il faut imaginer l'ancien Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche, Charles Kleiber, tel un stratège heureux d'utiliser une décision prise au niveau international le 19 juin 1999 à Bologne pour faire passer les changements qu'il préconise dans le système suisse d'enseignement supérieur et de recherche. Il faut voir le ministre Claude Allègre, dégraisseur du «mammouth» français, osant le même pari un an plus tôt avec ses trois collègues allemand, italien et anglais autour de la Déclaration de la Sorbonne, qui anticipe d'une certaine façon Bologne...

Professeur à l'UNIL, Jean-Philippe Leresche est l'un des spécialistes suisses de ce domaine qu'il a lancé voici dix ans en créant l'Observatoire Science, Politique et Société: les études sur l'Enseignement supérieur, cet objet dont il fait lui-même partie. Pour les dix ans de l'Observatoire et d'une réforme qui arrive à maturité dans la plupart des pays concernés (46 Etats à ce jour ont souscrit à cette initiative à la fois européenne et «extracommunautaire» qui intéresse désormais des personnes concernées en Amérique du Sud ou en Afrique), le professeur annonce une conférence et une table ronde pour penser le futur des universités. Avant cela, un peu d'histoire ne nuit pas, façon suspense rétrospectif.

«On a très peu parlé du fait que Ruth Dreifuss a contresigné la Déclaration de la Sorbonne, raconte-t-il. Pour un pays non-membre de l'Union européenne, on peut dire que nous avions déjà une vision. Par la suite, avec la mise en œuvre de la réforme de Bologne, la Suisse a manifesté le syndrome du bon élève, alors que l'Allemagne, par exemple, traverse encore une phase de transition. Son modèle accordait une plus grande autonomie aux universités dans le cadre fédéral et aux étudiants, avec des études plus longues, plus difficilement compatibles avec le nouveau modèle. En Suisse, l'initiative de la Confédération sous la forme d'un engagement international dans un domaine historiquement de compétence cantonale, a d'abord surpris les acteurs concernés dans les universités. On est donc passé d'une logique politique à une logique académique. Les représentants des Hautes écoles ont été



Luís Ferreira © UNIL

L'Observatoire science, politique et société est un centre de recherche qui a pour principal objectif de comprendre l'évolution et le fonctionnement des Hautes écoles suisses et étrangères.

séduits après-coup, voyant là une forme inédite d'autonomie au niveau des établissements confrontés à la concurrence internationale et aux nécessités de coopérer sur le plan régional, intercantonal. La dimension non contraignante de Bologne – on parle de «soft law» – a favorisé son adoption et sa mise en œuvre par les instances académiques d'une façon «étapiste» et différenciée selon les types de Hautes écoles, selon les universités et à l'intérieur même des établissements.

Pour résumer un peu à la hache, je dirais que Bologne a permis d'harmoniser dans une certaine mesure l'enseignement supérieur en Europe, mais pas complètement, et peut-être faut-il désormais «construire l'espace européen de l'enseignement supérieur malgré Bologne», comme nous le dira la conférencière française que nous avons invitée. Car Bologne a surtout permis d'accélérer les réformes nationales, mettant chaque système en mouve-

ment et illustrant ainsi ce que l'on peut appeler «la puissance de la norme». En Suisse, la réforme est allée de pair avec une redistribution des cartes en faveur de la Confédération, dont le «pouvoir d'injonction» et l'intervention dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche n'ont cessé de croître depuis la fin des années 1960 déjà. Disons que le poids de la Confédération et celui des Hautes écoles se sont mutuellement renforcés à travers la mise en œuvre de Bologne...

On écoute Jean-Philippe Leresche, on admire le tableau qu'il peint pour embrasser dix ans de réforme et on s'interroge avec lui sur les améliorations à apporter, le nouveau grand récit à mettre en route pour «réformer la réforme» ou pour résister au spectre du tout-économique qui n'était pas inscrit dans une Déclaration focalisée en 1999 sur les dimensions intellectuelles, culturelles, sociales, scientifiques et technologiques. «Il y a des tendances politiques qui peuvent inquiéter les étudiants, des problèmes qui ne sont pas issus de la réforme elle-même et qui sont venus se greffer sur elle. Notre table ronde permettra précisément d'en parler.» La suite au prochain épisode (*to be continued*)...

Nadine Richon

## BOLOGNE... ET APRÈS ?

A l'occasion des 10 ans de l'Observatoire Science, Politique et Société de la Faculté des sciences sociales et politiques, une table ronde réunira mercredi 26 mai 2010, autour de la Conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon et du Recteur Dominique Arlettaz, le co-président de la FAE Samuel Beroud, l'ancien président de l'association ACIDUL Romain Felli, l'ancien Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche Charles Kleiber, le vice-directeur de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie Blaise Roulet et le Secrétaire général adjoint de la Conférence des recteurs des universités suisses Raymond Werlen. Un débat animé par le journaliste Nicolas Dufour (*Le Temps*). Cette rencontre permettra en outre d'entendre la conférence de Christine Musselin, qui dirige à Sciences Po Paris le Centre de sociologie des organisations. Elle s'exprimera sur le thème «La construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur: mission impossible malgré Bologne ?»

Mercredi 26 mai 2010, bâtiment Anthropole, salle 2064, de 16h15 à 19h15.

Détails, programme et inscriptions sur: <http://www.unil.ch/osps>